

505 L H 222/18

5211

(1939)

5211

Remarques générales sur le factage et le camionnage.

Remarques générales sur le factage et le camionnage

(s)	C.D.	7.3.39	32	IV 4°
-----	------	--------	----	-------

Remarques générales sur le factage
et le camionnage

(s) 32

M. LE PRÉSIDENT. - Cette affaire appelle de ma part les observations suivantes : Je me demande ^{tout d'abord} pour quelles raisons les tarifs de camionnage appliqués par les correspondants du chemin de fer à Marseille sont plus élevés que ceux pratiqués par les camionneurs libres. Ces correspondants se trouvent cependant dans une situation privilégiée, puisque nous leur assurons des allocations. Par ailleurs, s'il est certain que leurs dépenses se sont accrues depuis 1936, nous ignorons si cet accroissement est justifié et si la Maison intéressée ne pourrait pas réduire ses frais généraux.

Enfin, nous acceptons de payer un rappel de 224.000 fr, mais alors que cette maison ne paraît pas servir nos intérêts comme elle devrait le faire.

M. LE BRUNERAIN. - Les allocations que nous versons à ce camionneur sont destinées à rémunérer le transport des colis que nous lui confions. Nous ne lui versons aucune indemnité pour ce qui concerne son trafic de camionnage ordinaire.

M. LE PRÉSIDENT. - La note du service commercial contient cependant un alinéa ainsi conçu : " En conséquence, nous nous sommes mis d'accord ~~xxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxxx~~ avec nos concessionnaires ~~xxxxxxxx~~ pour ne faire porter le nouveau relèvement que sur les allocations versées par la S.N.C.F. pour le transport des colis postaux et petits colis ".....

M. LE BRUNERAIN. - Parmi les colis que transporte notre correspondant, il en est pour lesquels il perçoit du public une certaine taxe qui lui revient en entier.

Mais il ne reçoit rien des usagers auxquels il ~~xxxx~~ livre

les colis postaux et les petits colis que nous lui confions. C'est la S.N.C.F. qui perçoit un prix de transport pour le tout et qui rémunère le camionneur en lui octroyant une allocation.

M. LE PRÉSIDENT.— On fait une balance entre les recettes et les dépenses.

M. LE BERNERAI.— Comme nous estimons que les tarifs de transport des colis ordinaires sont relativement élevés et qu'il est impossible de les majorer à nouveau, nous avons accepté d'augmenter les allocations pour le transport des colis postaux et des petits colis, qui étaient versées à MM. DUMAS & Co en application des conventions passées avec lui. Ce faisant, nous réduisons notre bénéfice, mais cette solution nous a paru préférable à celle qui consiste à relever les prix perçus du public.

M. LE PRÉSIDENT.— Pour quelles raisons les tarifs du camionneur du chemin de fer sont-ils plus élevés que ceux des camionneurs libres ?

M. LE BERNERAI.— Les camionneurs libres n'acceptent que les colis qui leur conviennent, tandis que notre camionneur doit desservir toute l'agglomération de Marseille sans pouvoir faire de discrimination entre les expéditions qui lui sont confiées.

M. René MAYER.— Même s'il n'a à livrer qu'un^{seul} colis, et quelle que soit la distance.

M. LE BERNERAI.— C'est la différence essentielle qui existe entre les services libres et ceux qui sont assujettis au transport obligatoire des colis qui leur sont livrés. Il en résulte forcément une différence dans les prix demandés aux usagers.

M. René MAYER.— Et il est à peu près impossible d'éviter cette différence de régime. Le même problème se pose pour

Paris. Si nous pouvions assurer la livraison des colis par l'intermédiaire des services libres, les prix seraient moins élevés.

Mais un service de factage et de camionnage, qu'il soit assuré par le chemin de fer lui-même ou par une entreprise, doit répondre à toutes les demandes, et transporter, s'il le faut, un seul colis loin de la gare. Un tel service est très coûteux et c'est pourquoi les correspondants des chemins de fer pratiquent toujours des prix plus élevés que les services libres.

M. LE BERNERAI.— Il faudrait que MM. nos correspondants aient le droit de refuser certains colis, notamment ceux qui coûtent le plus cher à transporter ; mais nous ne voulons pas qu'il en soit ainsi.

M. LE PRÉSIDENT.— Ne pourraient-ils pas appliquer des prix différents suivant ^{le nombre des} ~~des~~ colis et les lieux de livraison ?

M. LE BERNERAI.— La question a déjà été examinée, mais il apparaît qu'au point de vue trafic, nous avons intérêt à ne pas augmenter les tarifs des zones dont la desserte s'avère plus onéreuse, soit en raison de l'éloignement, soit en raison du nombre de colis à transporter.

Nous nous efforçons, à l'heure actuelle, d'uniformiser les prix et nous avons réussi à le faire, dans des conditions intéressantes, en ce qui concerne la livraison ^{à domicile} des colis postaux et des petits colis.